

RAPPORT de la Société canadienne d'Histoire de l'Église catholique pour l'année 1950-1951.

Michel Brunet

Volume 6, numéro 4, mars 1953

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301559ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301559ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Brunet, M. (1953). Compte rendu de [RAPPORT de la Société canadienne d'Histoire de l'Église catholique pour l'année 1950-1951.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 6(4), 575–577. <https://doi.org/10.7202/301559ar>

RAPPORT de la Société canadienne d'Histoire de l'Église catholique pour l'année 1950—1951.

La Société canadienne d'Histoire de l'Église catholique s'efforce de poursuivre le programme que ses fondateurs lui ont tracé: "société nationale dont le but est de susciter l'intérêt pour l'histoire de l'Église". Ses rapports annuels serviront utilement l'historien qui, un jour, entreprendra de compléter l'œuvre de l'abbé Auguste Gosselin.

Le dernier rapport présente des articles d'inégale valeur. Deux mémoires ont attiré mon attention. Celui de M. Séraphin Marion, "Mgr Bruchési, Mgr Rozier et la Troisième République", nous rappelle l'une des polémiques nombreuses que provoqua, en notre province, la politique religieuse — il serait plus juste d'écrire la politique anti-religieuse — du

gouvernement de la Troisième République. Mgr Rozier, invité à prêcher le carême de 1902 à Notre-Dame de Montréal, avoua ses sympathies républicaines à un journaliste de la *Montreal Gazette*. Cette entrevue eut le don de plaire à nos "esprits forts" qui utilisèrent les munitions fournies par l'ecclésiastique français. Les autorités religieuses durent intervenir.

Depuis la conquête du Canada jusqu'à l'établissement de la IV^e République, la politique française a alimenté plusieurs controverses au Canada français. Nous avons même l'impression que nos parents et nos grands-parents se passionnaient plus pour les événements étrangers que pour leurs propres problèmes. C'est peut-être pourquoi nous cherchons encore des solutions à plusieurs de ceux-ci. Nous sommes en droit de nous demander si ces controverses ont servi les meilleurs intérêts de la France et des Canadiens français. Quel historien pourra évaluer l'influence malheureuse des conflits politico-religieux de la France d'après 1789 sur la pensée canadienne-française? Plusieurs réactions et attitudes des générations qui nous ont précédés ont été inspirées par des événements qui se déroulaient, non pas chez nous, mais à l'étranger. Le colonialisme intellectuel impose aux peuples qui tardent à s'en libérer une dure rançon. Les recherches de M. Séraphin Marion constituent une contribution originale et précieuse à l'histoire des idées au Canada français.

L'étude de M. Franklin Arthur Walker, "Protestant Reaction in Upper Canada to the 'Popish Threat'" nous donne un aperçu de la propagande anti-catholique des leaders protestants du Haut-Canada. Leur fanatisme a certainement atteint des sommets. Nous ne devons pas en être surpris. La situation n'était pas différente aux États-Unis. Le livre de l'éminent historien américain Ray Allen Billington, *The Protestant Crusade, 1800—1860* (New York, 1938), apporte de saisissantes révélations sur le climat religieux de l'époque en Amérique du Nord. Une citation de M. Walker ne manque pas d'intérêt. Elle est due à la plume d'un homme influent du Haut-Canada. Egerton Ryerson, le futur organisateur du système scolaire de sa province, était alors rédacteur en chef du *Christian Guardian*, organe officiel de l'Église Wesleyenne méthodiste. Son opposition aux prétentions de l'Église anglicane et ses sympathies pour le parti réformiste ne l'empêchèrent pas de voir où pouvait conduire le programme politique de Papineau. Le 29 avril 1835, il écrivait dans le *Christian Guardian*:

...il est évident, sans aucun doute, qu'on demande l'établissement des institutions américaines dans le Bas-Canada parce qu'une telle réforme donnerait le pouvoir à la majorité catholique. Avec l'indépendance ou la mise en vigueur d'institutions électives, les catholiques constitueraient la majorité numérique dans les deux provinces, — et alors s'établirait le règne du papisme! ...nous laissons à tout lecteur protestant et chrétien le soin de prévoir quel serait le sort de nos frères protestants dans le Bas-Canada, si le papisme obtenait le contrôle du gouvernement. Et quel ne serait pas aussi le sort des protestants de cette province? Nous sommes prêts à reconnaître

aux catholiques des droits égaux à ceux des protestants; (même si nous n'ignorons pas la nature et les objectifs du papisme et même si nous n'y sommes pas indifférents;) toutefois, il faut que l'autorité politique suprême demeure protestante. Le protestantisme n'accède pas au pouvoir dans le sang, son règne n'a rien de commun avec celui de la reine Marie, il ignore le feu et les bûchers, les cachots et le glaive. Si telle était la nature du protestantisme, le papisme ne jouirait pas des droits égaux dont il bénéficie dans ces colonies, et — nous le disons avec honte — il ne recevrait pas l'aide financière qu'il obtient parfois.

Ce témoignage — nous pourrions en citer plusieurs autres dans la même veine — démontre que les événements qui conduisirent à l'explosion de 1837 ne se limitèrent pas à une simple lutte de partis politiques. L'article de M. Walker souligne un aspect de ce vaste conflit de races et de religions. En cacher la nature ou en diminuer la gravité ne sert pas la cause de la vérité historique. Un malentendu n'a jamais contribué à l'unité d'un pays.

Michel BRUNET

*Institut d'histoire,
Faculté des Lettres,
Université de Montréal.*